

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA CORBEL

KERBITTERIEN
22110 Glomel

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052201648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement SCEA CORBEL implanté SAINT LUBIN 22110 Kergrist-Moëlou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA CORBEL
- SAINT LUBIN 22110 Kergrist-Moëlou
- Code AIOT : 0052201648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation avicole autorisée pour une capacité de 100 000 emplacements de poules pondeuses avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de cultures classée à la rubrique 2170.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect de	Arrêté Préfectoral	/	Lettre de suite	2 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	prescriptions spéciales ou particulières	du 14/10/2012, article 2.1.4.		préfecturale	
2	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2012, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2012, article 3.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation a été rachetée suite à la liquidation judiciaire du précédent exploitant.

A la remise en service de l'installation après environ 2 ans d'inactivité, les gaines de pré-séchage se sont avérées inopérantes. Il en résulte une absence de séchage et donc de normalisation des fientes, qui ont été en partie reprises et épandues par un exploitant tiers. En l'absence de séchage les fientes humides ont contribué à la prolifération des mouches, qui jusqu'ici n'ont pas fait l'objet de traitements insecticides, générant des nuisances.

L'exploitant n'a pas à ce jour réalisé de déclaration d'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2012, article 2.1.4.
Thème(s) : Élevage, prescriptions particulières
Prescription contrôlée : L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
Constats :

Présence de mouches et de pupes aux abords du hangar de stockage des fientes et dans celui-ci : <u>Non Conforme</u>
Observations : Post-inspection : Par mail reçu le 06/10/2023, l'exploitant indique mettre en place dès ce jour un traitement larvicide et insecticide
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2jours

N° 2 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2012, article 3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions complémentaires fabrique d'engrais et supports de cultures.
Prescription contrôlée : L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement comprenant un séchage par gaines au niveau des cages puis transfert dans un hangar de maturation et stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.
Constats : La fabrique d'engrais organiques et supports de cultures est à l'arrêt, les gaines de pré-séchage sont inopérantes : <u>Non Conforme</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2012, article 3.1.1.
Thème(s) : Élevage, Installation
Prescription contrôlée : L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.
Constats : Les produits transférés sont des fientes brutes : <u>Non Conforme</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 4 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou

incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Les dysfonctionnements observés durent depuis plusieurs mois et aucun rapport d'incident n'a été déposé :

Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1mois